

Registre des intérêts – Déclaration

Noms :Reymond Oppikofer

Prénoms : Catheline Isabelle

Groupe/parti : Le Mont Citoyen

- a) **Activités professionnelles** *(fonction et entreprise) :
Professeur à temps partiel d'activités extra-scolaires à l'école Internationale de Lausanne au Mont-sur-Lausanne
- b) **Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune** *(conseil d'administration, fondation) :
-
- c) **Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale** :
-
- d) **Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral** :

Le Mont Citoyen, Le Mont-sur-Lausanne
- e) **Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse** *(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :
-
- f) **Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune** :

Choeur Mixte Echo des Bois, Le Mont-sur-Lausanne
Membre de Jardimont, Le Mont-sur-Lausanne
- g) **Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s)**:
378
- h) **Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune** :
-

Par sa signature, le/la Conseillerère communale reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le

1 mai 2024

Signature :



*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...